

La classe ouvrière du XXI^e siècle est une classe en formation, dans un monde où le capitalisme n'est devenu universel que récemment. Les forces motrices contemporaines derrière cette dynamique ont été la mondialisation inégale du capitalisme avec la montée simultanée des sociétés multinationales après la Seconde Guerre mondiale.

D'autres aspects de cette transformation incluent la baisse du taux de profit commencé à la fin des années 1960, qui a conduit le capital au-delà de ses anciennes frontières et a produit des crises récurrentes ; l'ouverture des anciennes économies bureaucratiques « communistes » au capitalisme ; et plus récemment, l'approfondissement des chaînes de valeur mondiales (CVM).

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), la population active mondiale a augmenté de 25% entre 2000 et 2019. Les personnes « employées » sont passées de 2,6 milliards à 3,3 milliards (augmentation de 25%). Il est probable qu'environ les deux tiers de ce nombre, soit un peu plus de 2 milliards, appartiennent à la classe ouvrière.

Cependant, ces travailleurs ne sont pas seulement des salariés. Plusieurs sont considérés comme des travailleurs « à leur propre compte » ou indépendants et sont en fait enfermés dans la relation entre le capital et l'emploi par le biais des chaînes nationales et mondiales de valeur ou d'approvisionnement qui caractérisent la croissance capitaliste depuis un certain temps. Les travailleurs indépendants sont souvent simplement classés ainsi par les employeurs pour éviter les impôts, les avantages, et la responsabilité de ces travailleurs. Les femmes sont beaucoup plus susceptibles que les hommes d'occuper un emploi informel.

Les chaînes de valeur

Ces chaînes d'approvisionnement dominées par les entreprises ne relient pas seulement les économies du Sud aux multinationales. Elles reconfigurent l'économie et la main-d'œuvre locales en fonction des besoins des entreprises. Même si la majorité des travailleurs d'un pays ne sont pas directement liés à une chaîne de valeur d'entreprise, les niveaux d'informalité, les salaires, le rythme de travail et l'équilibre entre les sexes sont fixés pour la plupart des travailleurs par la dynamique et la rapidité des multinationales.

Ainsi en Inde, la croissance du secteur manufacturier a accru le secteur informel parce qu'il est moins coûteux de s'approvisionner auprès de producteurs de matières premières et de s'occuper des travailleurs domestiques, où les femmes fournissent à la fois un travail (mal) rémunéré et des personnes non rémunérées ; travail de reproduction qui réduit le coût de chaque travailleur.

Globalement, contrairement à la notion d'économie « post-industrielle », la main-d'œuvre industrielle (fabrication, construction et mines) est passée de 536 millions à 755 millions sur cette période. Cela n'inclut pas les travailleurs des transports, des communications et des services publics, qui sont également essentiels à la production de biens et constituaient 226 millions de travailleurs supplémentaires en 2019. Ensemble, ce « noyau » industriel représentait 41% de la main-d'œuvre non agricole mondiale en 2019.

La géographie des inégalités

Cependant, la croissance de la production mondiale et, par conséquent, de sa main-d'œuvre ouvrière, n'est pas uniformément répartie dans le monde. Alors que les pays développés produisent toujours la plus grande part de la valeur ajoutée manufacturière (VAM), les pays dits en développement ont augmenté leur part de 18% en 1990 à environ 40% en 2019, tandis que celle des pays industrialisés est passée de 79% à 55% cette période. La Chine à elle seule est passée d'environ 5 % de la production mondiale de VAM en 2000 à 20 pour cent en 2018.

En même temps, la dislocation et la dépossession ont produit une population migrante internationale croissante. Le nombre de personnes vivant en dehors de leur pays d'origine est passé de 173 588 441 en 2000 à 271 642 105 en 2019, soit une augmentation de 57%. Environ 111 millions de personnes sont classées par l'Organisation internationale pour les migrations comme travailleurs migrants, renvoyant des fonds vers leur pays d'origine de 689 milliards de dollars (chiffres de 2018).

Le capital dans son ensemble a bien réussi grâce aux changements géographiques, aux progrès technologiques, à la réorganisation de la production et du processus de travail, et même aux crises du système dans son ensemble. La part du revenu du travail dans le PIB a chuté du milieu des années 1970, avec des hauts et des bas. Par conséquent, celle du capital a augmenté. À titre indicatif, la part du revenu national des 10% les plus riches a augmenté, tandis que celle des 50% les plus pauvres a diminué dans toutes les grandes économies.

Une grande partie de cette inégalité accrue était due au déclin relatif des syndicats et à la stagnation des salaires, aux augmentations continues de la productivité manufacturière dans le monde et à l'incorporation croissante des travailleurs formels et informels à bas salaires. Ces tendances ont contribué à une augmentation des taux d'exploitation partout.

Technologie et contrôle du travail

Pour des centaines de millions de travailleurs à travers le monde, le travail reste avant tout un effort physique épuisant, apparemment retiré du régime de haute technologie de l'automatisation et de la gestion numérique qui est venu intensifier le travail.

Ce qui a le plus changé dans la nature du travail au cours des deux dernières décennies, c'est le degré, la pénétration et l'application des technologies numériques qui surveillent, quantifient, normalisent, modulent, suivent et dirigent le travail des individus et des groupes. Celles-ci transcendent les efforts du taylorisme pour quantifier, fragmenter, normaliser et ainsi contrôler le travail individuel et collectif, quel que soit le produit ou le service qu'il produit. La numérisation de nombreuses technologies liées au travail signifie que le travail peut être mesuré et décomposé en nanosecondes, par opposition aux minutes et secondes de Taylor. Cela signifie également que chaque aspect du travail est quantifié. La simplification via la quantification permet de quantifier la vitesse et les demandes de vitesse.

Tout cela s'applique aux services déjà transformés au XX^e siècle, passant des services domestiques et des emplois exécutés par des commerçants locaux ou des petites

entreprises aux fournisseurs d'entreprise, puis réorganisés selon des principes allégés et désormais pilotés par le numérique – des centres d'appels aux hôtels en passant par la maintenance des bâtiments. Les mesures numériques d'aujourd'hui s'appliquent également au travail professionnel dans des domaines tels que les soins de santé et l'éducation. Les données sont récoltées auprès des travailleurs et ensuite utilisées contre eux. Ainsi, les enseignants sont mesurés par les notes des élèves (prétendument le produit de l'enseignant) sur des tests standardisés basés sur des « connaissances standardisées », et ils sont contraints « d'enseigner pour tester ». Pendant ce temps, les infirmières hospitalières peuvent être suivies par GPS et dirigées par des systèmes algorithmiques d'aide à la décision clinique qui recommandent des traitements standard. Ou, dans les deux cas, ils peuvent être remplacés par des travailleurs moins qualifiés et moins coûteux exécutant des tâches standardisées.

Amazon est l'exemple le plus cité de travailleurs pilotés par le numérique. Une étude récente d'un centre de distribution Amazon en Californie a décrit le contexte dans lequel les employés travaillent. Dans des installations identiques à travers le monde, le travail est guidé par des scanners et des ordinateurs portatifs qui suivent, chronomètrent et guident les travailleurs vers le produit approprié. Les travailleurs ont droit à trente minutes par quart de temps « hors tâche », c'est-à-dire moment où ils ne sont pas en mouvement. De plus, ils sont poussés par des robots qui sélectionnent également des produits.

La technologie, les modèles d'emploi et les flux de biens, de services et de capitaux qui caractérisent la production et façonnent le monde du travail reposent, à leur tour, sur une infrastructure matérielle internationale de plus en plus étendue. Ces corridors du capital se composent principalement de routes, de voies ferrées, de voies de navigation, de ports, de pipelines, d'aéroports et d'entrepôts traditionnels. Mais ils incluent désormais d'énormes grappes logistiques urbaines d'installations et de main-d'œuvre, des kilomètres de câbles à fibres optiques, des centres de données dans les applications et des entrepôts reconfigurés pour le mouvement plutôt que le stockage.

*

Ce texte, extrait d'un article paru dans *New Politics*, a été traduit par les [Nouveaux Cahiers Du Socialisme](#).